



SURVIVOR  
PERSPECTIVES  
CONSULTING  
GROUP



## MÉMOIRE POUR L'ÉTUDE SUR L'INCONDUITE SEXUELLE DANS LES FORCES ARMÉES CANADIENNES DU COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE

20 AVRIL 2021

PRÉSENTÉ PAR MJ BATEK AU NOM DE SURVIVOR  
PERSPECTIVES CONSULTING GROUP  
[WWW.SURVIVORPERSPECTIVES.COM](http://WWW.SURVIVORPERSPECTIVES.COM)

## Introduction

Alors que la crise de décennies d'inconduite sexuelle dans les Forces armées canadiennes prend de plus en plus d'importance, nous, un petit groupe de Canadiens ayant survécu à un traumatisme sexuel en milieu militaire (TSMM), avons décidé de bâtir un organisme qui serait une « ressource à guichet unique » pour le point de vue des Canadiens qui ont survécu à un tel traumatisme.

Il existe une lacune évidente à la proverbiale « table de direction » et nous voulons combler cette lacune en offrant un point de vue coordonné professionnellement de Canadiens qui ont survécu à un traumatisme sexuel en milieu militaire, auquel des clients éventuels comme les Forces armées canadiennes, Anciens Combattants Canada et d'autres intervenants auraient facilement accès.

Nous sommes une communauté robuste de survivants. Nous souhaitons tous pouvoir contribuer à l'amélioration des Forces armées canadiennes. Nous avons simplement besoin d'une façon de le faire qui est coordonnée professionnellement.

Nous sommes le *Survivor Perspectives Consulting Group* (SPCG) [Groupe-conseil des points de vue des survivants].

## Qui nous sommes

Nous avons rédigé une lettre ouverte aux dirigeants des Forces armées canadiennes (*voir la page 6*) dans laquelle nous expliquons la façon dont « Nous, les survivants, en avons assez de voir les dirigeants se tirer dans le pied. [...] Nous sommes passés par le système en tant que victimes et nous sommes maintenant prêts à aider à le réparer en tant que survivants. Il est temps [...] de nous céder la parole. Nous avons des opinions, des suggestions, et beaucoup de réponses aux questions qu'ils devraient se poser. [...] Nous sommes la voix des survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire. Nous avons l'expérience dont ils ont besoin, acquise dans la douleur et la frustration dont nous avons souffert pendant que nous étions dans le système. Nous connaissons le système. Nous en connaissons les lacunes et les problèmes. Nous le savons mieux que quiconque. [...] Nous sommes ici pour de la consultation, des conseils, et un point de vue. Nous pouvons offrir un son de cloche, une rétroaction consolidée, et une formation différente. »

Survivor Perspectives Consulting Group est un petit groupe de bénévoles ayant survécu à un traumatisme sexuel en milieu militaire et qui sont prêts à utiliser leur expérience personnelle et professionnelle dans la création d'un organisme qui peut fournir un service qui sera très utile pour les Forces armées canadiennes, Anciens Combattants Canada et d'autres intervenants. Cet organisme comblera une énorme lacune qui existait dans les stratégies antérieures pour éliminer l'inconduite sexuelle dans le milieu militaire; toute stratégie à partir de maintenant aura toutes les chances d'être éclairée par des survivants.

## Ce que nous pouvons faire

Nous sommes actuellement dans la phase de création de notre organisme. Nous nous préparons à fournir le point de vue des survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire au gouvernement du Canada ainsi qu'à d'autres intervenants ayant un intérêt valable dans le point de vue des survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire. Nous avons l'intention de représenter de multiples facteurs identitaires, y compris les hommes, les Autochtones, les personnes LGBTQ2+, les vétérans, les réservistes et les survivants civils, entre autres, particulièrement parce qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question *féminine*.

Tout comme le gouvernement du Canada utilise l'analyse comparative entre les sexes plus, laquelle va au-delà du sexe et du genre vers d'autres facteurs identitaires intersectionnels comme la race, l'ethnicité, ou l'âge, les Forces armées canadiennes et Anciens Combattants Canada devraient tenir compte du point de vue des survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire à chaque étape de l'élaboration des stratégies et des politiques. Nous, à SPCG, sommes prêts à travailler pour fournir ce point de vue, selon une approche coordonnée professionnellement.

Nous ne prétendons pas détenir toutes les réponses; nous ne sommes pas des experts en culture organisationnelle ou en justice militaire; mais nous sommes les experts malchanceux avec une expérience durement acquise en matière de traumatisme sexuel en milieu militaire.

- **Nous pouvons aider à *définir ce problème dont l'ampleur est encore inconnue. Nous pouvons révéler des lacunes, des faiblesses, et des problèmes particuliers.*** Par exemple :
  - Nous savons que le processus interne de signalement est défectueux par le fait même qu'il relève du chef d'état-major de la défense, un poste que notre communauté n'a plus bon espoir de voir occupé par des dirigeants dignes de confiance. Il nous semble évident que la perte de confiance dans l'institution, et dans les dirigeants de l'institution, a fait en sorte qu'il est impossible que cette même institution offre un mécanisme de signalement qui soit digne de confiance et sécuritaire pour tous. Afin de mériter à nouveau cette confiance, l'institution doit céder cette responsabilité. Nous sommes d'avis que les militaires ont besoin d'un bureau externe de signalement qui protège tous les plaignants (victimes et tierces parties) contre les représailles, et qui offre des services professionnels d'enquête et de soutien qui ne sont pas compromis par un système de pouvoir et de contrôle. Non seulement faut-il changer la culture au niveau le plus bas, comme le ministre Sajjan l'a souligné dans son témoignage devant le Comité permanent de la condition féminine le 23 mars 2021, mais les accusations qui sont portées contre le général Vance, l'amiral McDonald, le major-général Coates, et le vice-amiral Edmundson indiquent que la culture doit changer d'abord et avant tout aux échelons les plus élevés. Et tant que ce changement n'aura pas eu lieu, et que la confiance ne sera pas rétablie, les victimes auront besoin d'une ressource en laquelle elles ont confiance pour le signalement et le soutien. Ce n'est que lorsqu'on aura établi un lieu sécuritaire pour le signalement que nous pourrions connaître l'ampleur véritable de ce problème à mesure que l'ensemble des victimes se sentiront à l'aise de parler.
  - Pendant son témoignage le 23 mars 2021, le lieutenant-général Eyre a porté à l'attention du Comité certaines lacunes dans la formation actuelle telles qu'il les comprend, comme le fait que la hiérarchie crée un rapport de force qui n'est pas bien compris, et ce qu'on entend exactement par un abus de pouvoir. Nous pouvons relever d'autres domaines où le manque de compréhension entraîne une inconduite sexuelle, comme la forme que prend un *consentement enthousiaste*, la mesure dans laquelle la *condamnation de la victime* est insidieuse, et que signifie réellement l'*intervention d'un témoin*. Bien que les Forces armées canadiennes aient lancé une formation en intervention des témoins dans le cadre de l'opération HONOUR, la formation a souvent été ridiculisée, particulièrement lorsqu'elle était donnée par des leaders inexpérimentés, ou des leaders qui ne croyaient manifestement pas à sa nécessité et ne la donnaient que pour la forme. Nous recommandons que ce type de formation soit donnée par une combinaison de leaders, de survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire formés, et de professionnels sensibles aux traumatismes et correctement formés, représentant diverses identités de genre.
  - Notre communauté réclame depuis des années un programme officiel de soutien par les pairs. De nombreux groupes non officiels de soutien en ligne existent actuellement; et lorsque le rapport de M<sup>me</sup> Deschamps a été publié au printemps de 2015, un de ces groupes (*It's Just 700*) a été créé et géré par une bénévole. Dernièrement, elle a dû abandonner ces fonctions, en partie à cause d'un épuisement professionnel. Le gouvernement du Canada ne peut pas continuer à compter sur des bénévoles-survivants pour faire ce travail. En plus d'une plateforme en ligne qui peut être le meilleur service pour certains, les survivants ont également besoin d'un programme officiel de soutien par les pairs afin d'avoir l'option de rencontres en personne partout au pays sur une base régulière; ces conditions ne sont que le minimum.
  - Il existe une lacune dans la prestation du soutien fourni aux survivants par le Centre d'intervention sur l'inconduite sexuelle (CIIS). Le Centre a établi les services spécialisés de *coordonnateurs de l'intervention et du soutien*; cependant, ces coordonnateurs ne sont pas disponibles dans chaque base au pays. Les survivants ont indiqué qu'ils avaient besoin que ces personnes de soutien les accompagnent lors des réunions avec la police, la chaîne de commandement, et même le personnel médical. Ce service peut faire la différence entre un survivant qui se fait entendre et qui plaide sa cause, ou qui se tait parce qu'il a peur et se sent intimidé, et qui peut en devenir gravement malade.
  - En ce qui touche le soutien aux survivants, nous pouvons confirmer qu'à l'heure actuelle, le soutien mené par des survivants n'est pas appliqué uniformément à la suite d'incidents de harcèlement sexuel et

d'agression sexuelle. Même si cela ne s'est pas produit dans chaque cas, de nombreux survivants ont été sérieusement traumatisés lorsque les personnes dont ils relèvent, ou les personnes qui ont été informées de l'incident ne considéraient pas les besoins et les désirs du survivant comme une priorité. Les Forces armées canadiennes ont commencé à explorer cette question en réexaminant le *Devoir de signaler* et en envisageant de le remplacer par le *Devoir d'intervenir*, mais à SPCG, nous croyons que nous devons insister sur le fait que les besoins et les désirs de chaque survivant doivent être respectés dans chaque cas, peu importe ce que la chaîne de commandement et/ou des professionnels de la santé jugent préférable. Seuls les survivants savent ce qui convient le mieux pour eux, et il faut respecter ce point; les besoins du survivant doivent avoir la priorité sur ceux des Forces armées canadiennes.

- Même si le brigadier-général Atherton a déclaré que les Forces armées canadiennes ont mis en œuvre toutes les recommandations du Rapport Deschamps, nous ne sommes pas d'accord. La recommandation numéro 3 préconise la création d'un « centre indépendant de responsabilisation en matière de harcèlement sexuel et d'agression sexuelle à l'extérieur des FAC qui aura la responsabilité [...] d'agir comme autorité centrale pour la collecte de données ». Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre et constitue, du point de vue des survivants, la clé pour s'assurer que les données réelles sont recueillies et étudiées afin que des ajustements à la stratégie de changement de culture puissent être apportés sur une base régulière. En tant que survivants, nous pouvons facilement souligner les problèmes et les lacunes dans le système après un incident, mais ce qui nous passionne tout autant, c'est de nous assurer que la *prévention* occupe une place plus importante dans la stratégie de changement de culture. Comme Stéphanie Raymond l'a indiqué dans son témoignage devant le Comité le 8 avril 2021, l'opération HONOUR traitait surtout les symptômes et non la cause. Nous implorons le gouvernement du Canada de finalement mettre en œuvre une stratégie de changement de culture qui prévient le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles, et qui ne s'occupe pas simplement des victimes après coup.
- **Nous pouvons aider à trouver et à élaborer des solutions : des solutions immédiates, à moyen et à long terme, parce que nous avons des idées. Nous avons des idées qui peuvent être élaborées pour devenir des plans, des politiques, et des programmes.** Par exemple :
  - À SPCG, nous avons élaboré un atelier d'un jour qui peut être utilisé dans l'immédiat afin d'aider à amorcer le changement de culture dont toute l'organisation a désespérément besoin. Notre trousse de formation est basée sur les pratiques exemplaires civiles, remaniées spécifiquement pour les Forces armées canadiennes. Il s'agit d'un atelier audacieux, élaboré et donné par un survivant d'un traumatisme sexuel en milieu militaire, et qui remet en cause et confronte les normes sociales, les préjugés inconscients, et les comportements inappropriés des participants; leurs fondements éthiques seront ébranlés et leurs esprits seront ouverts comme ils ne l'ont jamais été dans le milieu militaire. En particulier, le contenu de l'atelier de première ligne a été pensé spécifiquement à l'intention des Forces armées canadiennes. Il est fondé sur le contenu du **cours de premier répondant** de l'Alberta Association of Sexual Assault Services, ainsi que du **Leading Change Program** de l'Alberta Council of Women's Shelters (ACWS), lesquels basent leur programme sur le Sexual Harassment and Gender Violence Prevention Program du spécialiste de renommée mondiale dans le domaine du genre, de la race, et de la violence, le D<sup>r</sup> Jackson Katz.
  - Une autre idée qui été portée à notre attention est la création d'un *Manuel du commandant sur le traitement des cas d'agression sexuelle au niveau de l'unité*. Un tel manuel contribuerait à faire en sorte que les dirigeants d'unité aient à portée de la main un guide pour s'occuper des victimes, des agresseurs présumés, des témoins et des membres de l'unité. Cet aspect est important, tout comme le chef d'état-major de la défense par intérim qui a demandé un aide-mémoire (un guide) pour l'aider à intervenir dans les incidents d'inconduite de la part d'un haut gradé, les dirigeants au niveau de l'unité ont aussi besoin d'orientation tout au long des diverses étapes d'un tel incident, et particulièrement au cours des premières heures et des premiers jours, car cette période est cruciale pour les survivants.
- **Nous pouvons fournir une rétroaction sur les stratégies, les plans et les politiques, et contribuer à leur élaboration à chaque étape (élaboration, mise en œuvre et suivi). Tout comme dans n'importe quelle analyse de l'ACS+ des divers facteurs identitaires, nous voulons fournir le point de vue des survivants d'un traumatisme sexuel en milieu militaire.** Par exemple :
  - Nous avons de la rétroaction précieuse à donner sur le plan des Forces armées pour la partie des Démarches réparatrices du recours collectif Heyder Beattie, actuellement en cours de planification par le Centre d'intervention sur l'inconduite sexuelle (CIIS). Pour autant que nous le sachions, le plan des Forces

armées consiste à demander à des volontaires de rencontrer les plaignants qui raconteront leur histoire dans le cadre des Démarches réparatrices. Mais ce plan, même s'il peut avoir été élaboré en tenant compte de nombreux facteurs de planification importants, représente à notre avis une belle occasion ratée de sensibiliser la majorité des militaires, sinon tous. Ceux qui se portent *volontaires* pour recevoir les divulgations des plaignants sont les gens qui *comprennent déjà le problème*, qui ont déjà constaté eux-mêmes les comportements qui contribuent à la culture militaire sexualisée. Ce ne sont pas ces personnes qui doivent entendre ces histoires. Par ailleurs, les personnes qui ont besoin d'entendre ces histoires ne savent pas qu'elles ont besoin de les entendre; elles ne peuvent pas savoir ce qu'elles ne savent pas. Les Démarches réparatrices n'ont pas seulement pour but de faciliter la guérison pour les survivants : elles visent également à ouvrir les esprits des personnes qui reçoivent les divulgations; elles visent à changer les attitudes et les comportements de ceux qui autrement ne comprennent pas ce problème. Il s'agit de l'outil le plus convaincant et efficace dont disposent les Forces armées pour changer la culture. Mais s'il demeure une activité volontaire, cet exercice sera inutile pour l'organisation.

- Lorsque le lieutenant-général Eyre a fait part à ce Comité de son projet de produire un « code de déontologie militaire beaucoup plus prescriptif », la rétroaction de certains des membres de notre communauté suggérait que cela pourrait entraîner de la confusion, car il existe déjà plusieurs « codes » que les militaires doivent respecter, comme le code de conduite de la Marine royale canadienne, en plus de toutes les ordonnances, toutes les directives et tous les règlements que les militaires sont censés bien connaître. On a proposé de revenir aux éléments fondamentaux en revitalisant le Code de valeurs et d'éthique, en suggérant que son principe le plus important, soit de « Respecter la dignité de toute personne », est exactement ce que l'on doit rappeler à toute l'organisation. Pourquoi ne pas utiliser la doctrine qui existe déjà en revitalisant le Programme d'éthique de la défense, un programme qui a été mis de côté pendant de trop nombreuses années? Si les militaires comprennent et croient vraiment qu'ils sont en fait *censés* remettre en question les comportements et les ordres qu'ils jugent non éthiques, la culture du silence dont a parlé le lieutenant-colonel Eleanor Taylor dans sa note de service aurait peut-être une chance d'être éliminée. Nous proposons de mettre l'accent véritablement sur la sensibilisation et la formation en éthique, et non seulement de donner des « conférences pour cocher la case », ce qui est devenu la norme.
- **Nous pouvons aussi fournir un point de vue au sujet de *la réalité du terrain*; ce qui se produit vraiment à l'échelle de l'organisation.** Par exemple :
  - Il y a souvent un écart entre ce que dit le leadership organisationnel stratégique et ce que les leaders opérationnels et tactiques mettent effectivement en œuvre. SPCG est en lien avec des survivants en service actif d'une multitude de grades et d'environnements (Armée, Marine, Aviation, force spéciale) qui voient par eux-mêmes *comment* les nouvelles politiques et les nouveaux programmes sont effectivement mis en œuvre dans les unités à l'échelle du pays. On peut ainsi obtenir un point de vue unique et honnête que l'organisation n'est vraisemblablement pas en mesure de découvrir par elle-même.

## Conclusion

Nous mettons sur pied une équipe d'experts en matière de traumatisme sexuel en milieu militaire, une équipe de survivants, qui peut fournir les points de vue requis pour s'assurer que chaque stratégie, chaque plan, chaque politique, et chaque programme visant à faire face à cette crise est examiné dans une optique éclairée par des survivants.

Nous voulons être dûment consultés, pour la toute première fois.

Une lettre ouverte aux dirigeants Forces armées canadiennes (FAC),

Nous, les survivants, en avons assez de voir les dirigeants se tirer dans le pied. Nous ne sommes pas dans un état irréparable, ni si délicats que nous ne pouvons pas jouer un rôle dans cette lutte. On nous a dit à maintes reprises (proverbialement) : « D'accord, rassoyez-vous maintenant, nous savons comment nous occuper de cela. »

Il est clair que ce n'est pas le cas.

Nous l'avons vécu.

Nous sommes passés par le système en tant que victimes et nous sommes maintenant prêts à aider à le réparer en tant que survivants. Il est temps que vous nous cédiez la parole. Nous avons des opinions, des suggestions, et beaucoup de réponses aux questions que vous devriez vous poser. Nous avons des solutions éprouvées prêtes à être mises en application.

Il est grand temps que nous ayons la parole.

Il est grand temps que nous ayons une place à la table.

Il est grand temps de changer cette culture, une fois pour toutes.

Nous sommes la voix des survivants d'un *traumatisme sexuel en milieu militaire*. Nous avons l'expérience dont vous avez besoin, née dans la douleur et la frustration dont nous avons souffert pendant que nous étions dans le système. Nous connaissons le système. Nous en connaissons les lacunes et les problèmes. Nous sommes mieux placés que quiconque pour comprendre.

Un changement de la culture ne devrait pas prendre si longtemps et il ne se produira jamais avec la répétition de faux pas et d'erreurs. Des événements récents ont contribué à un manque de responsabilisation, et à une perte totale de confiance.

Notre nouvel organisme est composé de membres actifs et d'anciens combattants des FAC, de divers grades, groupes professionnels et environnements, ainsi que de membres du public qui ont vécu un traumatisme sexuel en milieu militaire. Nous avons un attribut commun : une volonté inébranlable d'améliorer les FAC.

Nous sommes le *Survivor Perspectives Consulting Group* [Groupe-conseil des points de vue des survivants].

Nous sommes ici pour offrir de la consultation, des conseils, et un point de vue. Nous pouvons présenter un son de cloche, une rétroaction consolidée, et une formation différente.

Nous pouvons changer la culture en aidant chaque membre des FAC à reconnaître ses préjugés inconscients, à faire preuve d'empathie à l'égard des victimes d'inconduite sexuelle, et finalement à commencer à *agir* pour éliminer les causes profondes de l'inconduite sexuelle grâce à un atelier dynamique et participatif basé sur des pratiques exemplaires actuelles.

Il y a encore des militaires qui souffrent, et nous ne les laisserons pas tomber.

Nous sommes ici et nous sommes prêts. Allons-y!